

RESTAURER LA DÉMOCRATIE OU PRÉPARER LA RÉVOLUTION...

«*Restaurer la Démocratie*». Ce thème permet au P. C. d'avoir à la Chambre une petite représentation. Un certain nombre des vieux partis ont pu conclure avec lui les alliances qui permettent la survie des uns et des autres et évitent que la Chambre ne soit presque entièrement composée de U. N. R., assimilés et assimilables. On n'hésitera pas à nous présenter cela comme une forte remontée de la gauche. Ces larges alliances étaient rendues possibles par le Parti Communiste lui-même qui, à force de donner des gages, n'apparaît plus, même aux yeux des plus effarouchés, que comme ce qu'il est vraiment depuis longtemps, un parti républicain. Ceux qui prétendent que les alliés électoraux du P. C. en seront les otages savent bien qu'en réalité, dans le contexte actuel, c'est le Parti qui sera prisonnier et de ses formules et de ses alliances. Si bien que la vie politique sera réduite pour un certain temps à un duel entre *Nouvelle République* et *Démocratie Nouvelle*, coiffées du même bonnet phrygien et drapées du même drapeau tricolore. Seulement tandis qu'un plus grand nombre d'orateurs communistes pourra proclamer à l'Assemblée qu'il est plus républicain que quiconque et que d'ailleurs un plus grand nombre d'orateurs gaullistes lui répondra sur le même ton, le vrai travail se fera autre part et ce travail est celui de la consolidation du capitalisme.

Car le battage fait autour des élections ne doit pas faire oublier qu'il s'agit d'élections à un parlement croupion. D'un autre côté, il est absolument absurde de dire que le système mis en place ne peut fonctionner sans de Gaulle et qu'à son départ ce sera l'aventure. Si la plupart des ministres actuels paraissent être ses créatures, il est évident qu'il existe maintenant un moyen de gouverner sans être esclave du jeu politique des partis et que les gouvernements à venir avec ou sans de Gaulle seront des gouvernements de techniciens. Déjà sous les républiques précédentes, les techniciens étaient de plus en plus consultés par les ministères intéressés et c'est finalement eux qui prenaient les décisions, mais il fallait compter avec la politique parlementaire. Sans parlement, ou avec un parlement aux pouvoirs limités, les groupes de pression sont privés d'un moyen d'agir en douceur et ont tendance à faire descendre leurs troupes dans la rue ou sur la route. Jusqu'à présent on a toujours fini par trouver les fonds nécessaires, ou par rapporter la mesure vexatoire et cela s'est arrangé d'autant plus rapidement que tout ce monde pense ne pas avoir intérêt à renverser le régime social. On a vu à l'occasion des derniers votes jusqu'où allait l'opposition des régions de l'Ouest. Si bien que certains secteurs marginaux, parmi lesquelles l'O.A.S., aurait trouvé de bonnes troupes, ont finalement bénéficié d'une certaine protection leur donnant suffisamment confiance dans le gaullisme pour achever la déconfiture de l'extrême droite et du poujadisme. On s'était aperçu à temps en haut lieu que ces secteurs constituaient justement des amortisseurs efficaces si on les graissait suffisamment. On a pu ainsi parer au plus pressé; mais cette situation indigne d'un état policé ne saurait durer: il reste à compléter la mise en place et à faire fonctionner les différents organismes régionaux, professionnels, etc..., où les diverses catégories sociales seront finalement englobées. C'est dans ces organes de l'ordre étatique où les problèmes de distribution équitable du revenu national seront strictement étudiés que devront se tenir les discussions de gains et de salaires, ce qui permettra de tenir en main le gros de la population, tout en respectant le principe bourgeois du respect des situations acquises. Il sera bien entendu aisé de faire comprendre que dans ces conditions le droit de grève devient aussi superflu que toute manifestation.

On a objecté que c'était vraiment une conception simpliste que de présenter le capitalisme comme une entité bien précise, sinon comme une organisation presque parfaite prenant des décisions, et étant en mesure de les faire exécuter.

C'est ainsi qu'un beau jour il aurait décidé que le système parlementaire français ne permettait pas au capitalisme moderne de fonctionner à plein, et qu'il fallait d'urgence le congédier et confier à de Gaulle la mission d'améliorer le rendement, supprimer les causes de déperdition, simplifier les structures politiques paralysantes, mater la classe ouvrière et les classes marginales de la petite paysannerie et du petit commerce. Il n'en reste pas moins que si de Gaulle n'a pas été désigné par le capitalisme, et s'est bel et bien

emparé de l'État, dans une circonstance historique précise, avec une poignée de fidèles, en endormant les chefs militaires et les fanatiques de l'Algérie française, cependant que les hommes politiques de l'heure et les masses populaires ne savaient résister, ses idées politiques et économiques de réforme des structures de la nation collaient merveilleusement à celles des plus lucides et des plus puissants partisans du Profit,

En réalité l'échafaudage capitaliste est fragile. Le système bourgeois même finement amélioré ne saurait reposer solidement que sur la paix sociale. Le succès actuel du gaullisme est basé là-dessus: la perspective d'expansion, l'espoir de stabilité, la sensation de sécurité. C'est exactement et uniquement ce que demande depuis bien longtemps tout le large secteur petit-bourgeois qui domine la vie politique française. La politique de prestige, les rêves de grandeur du général n'intéressent personne, si ce n'est pour se livrer à d'inoffensives railleries, mais du moment qu'il ne proclame pas qu'il faudra supprimer le beurre pour faire la bombe atomique, tous ses propos sont finalement interprétés comme l'invitation d'un quelconque Guizot: *«Enrichissez-vous!»*. Car de Gaulle est arrivé au pouvoir à la faveur d'une crise politique mais aussi au cours d'une période d'expansion économique, expansion ayant entraîné par son propre processus un phénomène de concentration et de grosses transformations des entreprises cependant que l'État intervenait de plus en plus pour régulariser la vie économique. Ce redressement financier réussi par Rueff et Pinay dès l'avènement du gaullisme lui a permis de s'attribuer tout le mérite de la prospérité. De sorte que si le gaullisme représente une mutation de l'appareil politique, il s'agit bien en fait d'une évolution du capitalisme dont on est bien obligé d'admettre le rôle moteur dans toute cette histoire, puisque le prolétariat industriel par suite du manque d'ambition de ses organisations ne représente plus qu'un groupe de pression parmi d'autres, et encore un des moins importants depuis de nombreuses années.

De Gaulle a donc de la chance. Mendès-France lui n'en a pas. Mais si l'homme de *«la République Moderne»* paraît écarté du pouvoir pour longtemps, sa pensée est néanmoins dans le courant: *«Il faut rappeler qu'au XX^{ème} siècle l'activité des organes de l'État est de plus en plus consacrée aux affaires économiques, à la production, à la répartition, qu'un Parlement du type classique est mal préparé à les aborder, qu'il a tendance à ne les considérer que sous l'angle électoral, qu'il est faible pour résister aux groupes de pression et qu'une maîtrise suffisante de la vie économique conditionne l'existence et le fonctionnement d'un pouvoir véritablement démocratique»*. Pour Mendès-France le grand rôle actuel de l'État c'est de réaliser la planification dont le but est d'imprimer un plus grand rythme de croissance à la production et de veiller à ce que le surcroît de richesse en résultant soit équitablement réparti; ce qui garantit la propriété, l'État ne se servant de la nationalisation que comme un stimulant au cas où une entreprise refuserait ouvertement d'appliquer le Plan. *«La planification ne réussira pas sans un État solide et démocratique à la fois. Mais réciproquement, au XX^{ème} siècle, un État demeure faible et il ne remplit pas pleinement sa mission s'il n'assure pas une planification efficace de l'expansion économique et du progrès social»*. Enfin, ce plan exige surtout le plein développement d'une élite d'administrateurs et de techniciens indispensables; élite dont l'importance va croissant, puisque *«le premier rôle tend à revenir à celui qui maîtrise la technique et non, comme autrefois, à celui qui possède le titre de propriété et l'argent, la direction des grandes affaires privées - comme celle des administrations et des entreprises publiques - appartient de plus en plus aux détenteurs de diplômes, de moins en moins aux détenteurs d'actions. L'ingénieur pèse plus que l'actionnaire, parfois même plus que le gros actionnaire»*. Mendès-France veut bien penser qu'il y ait là risque d'oligarchie, mais que pour y obvier il suffit de faire participer la classe ouvrière à l'entreprise, ce qui à ses yeux justifie le terme de démocratie, les syndicats participant à l'élaboration, au contrôle et à l'exécution du plan au sein de chaque entreprise et de tous les organismes, y compris une *Chambre Économique*. Il s'agirait là d'une promotion du syndicalisme pour Mendès-France, qui pense que cette conception rencontrera de grandes difficultés tenant à la psychologie des syndicalistes. Mais, écrit-il, *«aujourd'hui le syndicat devient majeur dans l'État et dans l'Entreprise. Le syndicalisme s'est voulu longtemps l'adversaire de l'État, parce que c'était l'État capitaliste et conservateur. Mais dans la mesure où l'État se démocratise - et dans le domaine politique et dans la vie économique et sociale -, dans la mesure où il assure au syndicalisme des droits plus efficaces, l'État n'est, plus forcément un adversaire. Progressivement, les travailleurs pourront reconnaître comme le leur un régime qui sera l'instrument indiscuté de la prospérité économique et de la justice sociale.*

Nos craintes à nous, qui ne considérons pas le syndicalisme révolutionnaire comme une maladie infantile, seraient plutôt que certains dirigeants syndicaux ne soient trop majeurs et prêts à cautionner le mythe de *«l'association progressive des catégories économiques et sociales aux responsabilités économiques»* qu'au travers du gaullisme - et on vient de voir que cela aurait pu être au travers du mendésisme - le capitalisme moderne offre habilement au mouvement ouvrier désorienté par ses dirigeants réformistes (communistes compris).

S'il faut bien reconnaître qu'il n'existe pas de perspectives révolutionnaires à court terme, le terme risque

d'être repoussé bien loin si les organisations ouvrières s'enfoncent davantage dans l'ornière bourgeoise. Il s'agit d'un tournant essentiel pour la lutte de classe. Celle-ci doit s'exprimer dès maintenant par un refus; refus non seulement d'entrer dans le système corporatiste en préparation, et refus de continuer à participer aux comités et organismes déjà en place; refus de participer à la comédie des rendez-vous gouvernementaux pour reprendre l'action revendicative directe.

Le rôle des anarchistes et de l'avant-garde révolutionnaire est de faire reprendre au prolétariat la conscience de classe que les politiciens du socialisme lui ont fait perdre. Pour cela, les partis dits ouvriers s'étant complètement épuisés dans la plus basse politique, il sera moins utile de lutter contre leur influence pernicieuses en leur opposant des forces sans doute justes mais insuffisantes. Par contre, il faut par un effort incessant poursuivre l'étude des transformations de la société. Ces analyses doivent finalement permettre d'avoir une vue synthétique, plus large que celle que donne, si elle est indispensable, la seule étude des grands ancêtres (lesquels d'ailleurs ne procéderaient pas autrement), et enfin d'exposer clairement en quoi consiste en notre siècle le passage d'une société capitaliste à une société de libres producteurs, et le contraste entre ces deux sociétés doit être suffisamment saisissant pour redonner confiance au prolétariat.

Georges MANCEAU.
